

Une enquête administrative ouverte après des réactions sur les réseaux sociaux

N° 484 DU 27 JANVIER 2026

L'Emblème du jour

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : lemblemedujour@gmail.com - Tél : +229 0195534395

NOUVELLE CONFIGURATION POLITIQUE AU BÉNIN

Les pièges du consensus absolu dans un Parlement monocolore

PAGE 10

PROCHAIN BUREAU DU PARLEMENT

PAGE 03

Et si Talon continuait d'étonner positivement les jeunes ?



LANCEMENT DU PROJET « ROMUALD WADAGNI, PAS SANS MOI »

PAGE 05



FAN-CLUB
ROMUALD WADAGNI

Lancement officiel du projet
« ROMUALD
WADAGNI, PAS
SANS MOI »

SAMEDI 31 JANVIER 2026 | 09H 30
JECO HÔTEL DE DASSA-ZOUNMÈ

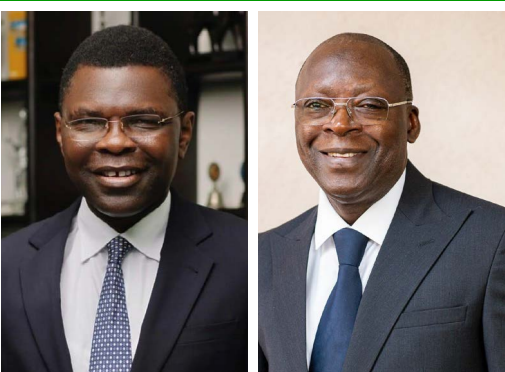
+229 01 97 64 99 50 / 01 94 20 58 47



Le Fan-Club Romuald Wadagni attendu ce samedi 31 janvier à Jeco Hôtel de Dassa-Zounmè

APRÈS LES LÉGISLATIVES AU BÉNIN

PAGE 08



Le faux silence des états-majors politiques

DÉCÈS D'UNE PARTURIENTE AU CHUD/OUÉMÉ

Une enquête administrative ouverte après des réactions sur les réseaux sociaux

Le décès d'une jeune femme à la suite d'un accouchement au Centre hospitalier universitaire départemental (CHUD) de l'Ouémé suscite de nombreuses réactions sur les réseaux sociaux.

Face aux préoccupations exprimées, la Direction de l'hôpital a annoncé l'ouverture d'une enquête afin de faire toute la lumière sur les circonstances du drame.

Des faits encore en clarification

Selon les informations rapportées par l'époux de la défunte, la grossesse de sa femme, entamée au début de l'année 2025, faisait l'objet d'un suivi médical régulier au CHUD/Ouémé. La patiente, ayant déjà subi une césarienne lors d'une précédente grossesse, aurait été orientée vers une nouvelle césarienne programmée à l'issue des consultations prénatales.

Le 17 décembre 2025, à la suite de l'apparition de contractions, le couple se rend au CHUD/Ouémé. Après évaluation médicale, la décision de procéder à une césarienne aurait été confirmée dans la matinée. L'intervention chirurgicale serait intervenue plus tard dans la journée.

Une évolution post-opératoire préoccupante

L'enfant, née vivante, aurait bénéficié d'une prise en charge néonatale adaptée avant d'être admise à la crèche, où son état se serait stabilisé. En revanche, l'état de santé de la mère se serait détérioré dans les heures ayant suivi l'intervention, avec la survenue d'une hémorragie post-partum.

Ces événements ont conduit le conjoint à exprimer publiquement des inquié-

tudes et des interrogations sur la gestion médicale de cette complication, estimant que certaines décisions auraient mérité davantage d'explications.

Une enquête annoncée par la Direction du CHUD

Saisie de la polémique née sur les réseaux sociaux, la Direction du CHUD/Ouémé a réagi en annonçant l'ouverture d'investigations internes pour établir les faits et situer les responsabilités éventuelles.

« Nous n'avons pas encore été officiellement saisis par une plainte relative à ce dossier. Nous avons, comme tout le monde, pris connaissance des informations relayées sur les réseaux sociaux. Des investigations sont en cours et nous communiquerons une fois les conclusions disponibles », a indiqué la Direction de l'hôpital.

Appel au calme et à la patience

Dans l'attente des résultats de l'enquête, la Direction du CHUD/Ouémé invite la population à la retenue et à la patience, soulignant la nécessité de laisser les procédures administratives et médicales suivre leur cours afin d'établir les circonstances exactes de ce décès.

L'enquête en cours permettra, à terme, d'éclairer l'opinion publique et d'apporter les réponses attendues par la famille, dans le respect des règles professionnelles et institutionnelles.

Yousseuf AVOCEGAMOU

**MEDIAS AU BENIN**

Votre site d'informations en ligne

Dans le souci de mieux vous informer et surtout vous servir, EMERIC PRODUCTION qui édite votre journal «L'emblème du jour» a lancé le jeudi 15 août 2024 son site web officiel "www.lemblemedujour.com"

Sur ce site, vous pouvez désormais lire tous les articles et télécharger toutes les parutions de votre journal «L'emblème du jour» ainsi que toutes les publicités de ELONA HOUSE et de FENOU GUEST HOUSE. Mieux ce site est également un espace publicitaire pour tous nos partenaires, soutiens, sponsors.

Sur www.lemblemedujour.bj, faites comme chez vous.

www.lemblemedujour.bj
www.lemblemedujour.com

L'Emblème du jour

JOURNAL D'INFORMATION, D'ANALYSE, D'INVESTIGATION ET DE PUBLICITÉ

Porto-Novo, Rép. Bénin - Email : lemblemedujour@gmail.com
Tél : +229 0195534395

ISBN : 978-99982-1-737-9 DEPOT LEGALE N° 15577
N° 495-25/HAAC/PT/CLC/SG/DA/DC/SDC/SCS

PORTO-NOVO (République du Bénin)

EMAIL : lemblemedujour@gmail.com

TELEPHONE : +229 01 98 90 46 40

PRODUCTION

ETS EMERIC PRODUCTION
(RCCM RB/PNO/09A848)

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Eméric Joel ALLAGBE
+229 01 97 90 46 40 / 01 98 90 46 40

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Fernandez Cyrus Benicio SOWANOU
+229 01 97 74 01 02

RÉDACTION

Eméric Joël ALLAGBE (Journaliste)
Fernandez Cyrus SOWANOU (Journaliste)
James Meryl ALLAGBE (Journaliste)
Marie Estelle AKANNI (Journaliste)
Aimé HOUENOU (Journaliste)
Godfroy MISSAHOGBE (Journaliste)
Yousseuf Michel AVOCEGAMOU (Journaliste)

MONTAGE ET GRAPHISME

Mayass M. NOUMON
+229 01 96 13 84 84

PROCHAIN BUREAU DU PARLEMENT

Et si Talon continuait d'étonner positivement les jeunes ?

À l'approche de la mise en place du prochain bureau de l'Assemblée nationale, les regards se tournent vers les choix stratégiques qui seront opérés par la mouvance présidentielle. Dans un contexte politique marqué par un parlement largement acquis à la majorité, la composition du futur bureau constitue un signal fort, tant sur le plan institutionnel que générationnel.

Depuis plusieurs années, le président Patrice Talon a souvent surpris l'opinion publique par des décisions audacieuses, parfois à contre-courant des pratiques politiques traditionnelles. L'une des attentes majeures aujourd'hui concerne la place qui pourrait être accordée à la jeunesse parlementaire, une jeunesse qui n'est plus novice, mais désormais aguerrie par l'expérience législative et politique.

Contrairement aux idées reçues, les jeunes députés présents au parlement ne sont pas de simples figures de renouvellement symbolique. Beaucoup d'entre eux cumulent plusieurs mandats, maîtrisent les rouages institutionnels, les procédures parlementaires et les enjeux nationaux. Ils se sont illustrés dans les commissions permanentes, les débats budgétaires et le contrôle de l'action gouvernementale, faisant preuve de rigueur, de compétence et de maturité politique.

Dans cette dynamique, confier des postes stratégiques du bureau parlementaire à ces jeunes cadres pourrait appa-



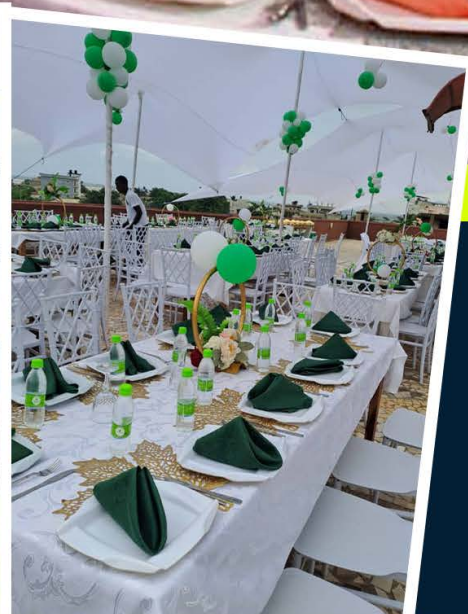
raître non seulement comme un choix générationnel, mais surtout comme une option fondée sur le mérite et l'expérience. Une telle décision enverrait un message fort à la jeunesse béninoise : l'engagement, le travail et la constance peuvent ouvrir les portes des plus hautes responsabilités de l'État.

Au-delà du symbole, l'intégration de jeunes députés expérimentés au bureau de l'Assemblée nationale pourrait insuffler une nouvelle énergie à l'institution, renforcer sa capacité d'innovation et rapprocher davantage le parlement des préoccupations réelles des

populations, notamment des jeunes, majoritaires dans le pays.

Si le président Talon venait à miser une fois encore sur cette génération montante, il confirmerait sa volonté de préparer la relève politique dans un cadre structuré et responsable. Une manière, peut-être, de continuer à étonner positivement, en démontrant que la jeunesse, lorsqu'elle est formée et expérimentée, n'est pas l'avenir du pays, mais déjà son présent.

Emeric Joël ALLAGBE



ELONA HOUSE

SALLES DE FÊTES ET DE CONFÉRENCES

À la recherche d'un lieu d'exception pour votre prochain événement ? Mariage, anniversaire, communion, baptême, colloque professionnel ou simple moment en famille... notre espace vous ouvre ses portes pour toutes vos célébrations, au cœur d'un cadre naturel préservé.

- ✓ ASSISTANCE TECHNIQUE PRO
- ✓ SALLES CLIMATISÉES
- ✓ GRANDE CAPACITÉ MODULABLE
- ✓ GROUPE ELECTROGÈNE



Djassin Houinvié - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

LANCEMENT DU PROJET « ROMUALD WADAGNI, PAS SANS MOI »

Le Fan-Club Romuald Wadagni attendu ce samedi 31 janvier à Jeco Hôtel de Dassa-Zounmè

Après l'installation de ses structures départementales et communales à travers le pays, le Fan-Club Romuald Wadagni amorce une nouvelle phase de sa stratégie de mobilisation citoyenne. La coordination nationale organise le lancement officiel du projet « Romuald WADAGNI, pas sans moi », le samedi 31 janvier, à Jeco Hôtel de Dassa-Zounmè.

Cette rencontre marque une étape importante dans la volonté du Fan-Club de se rapprocher des populations à la base. Elle vise prioritairement les primo-votants, les jeunes, les femmes, les artisans et l'ensemble des forces vives, afin de les sensibiliser à l'enjeu crucial de la participation électorale.

À travers ce projet, les initiateurs entendent promouvoir une citoyenneté active et responsable, en mettant l'accent sur la nécessité pour chaque élec-

FAN-CLUB ROMUALD WADAGNI

Lancement officiel du projet

« ROMUALD WADAGNI, PAS SANS MOI »

SAMEDI 31 JANVIER 2026 | 09H 30

JECO HÔTEL DE DASSA-ZOUNMÈ

+229 01 97 64 99 50 / 01 94 20 58 47

teur de prendre toute sa place dans le processus démocratique. L'objectif est clair : élargir l'adhésion, renforcer la mobilisation populaire et contribuer à une hausse significative du taux de participation lors du scrutin du 12 avril 2026.

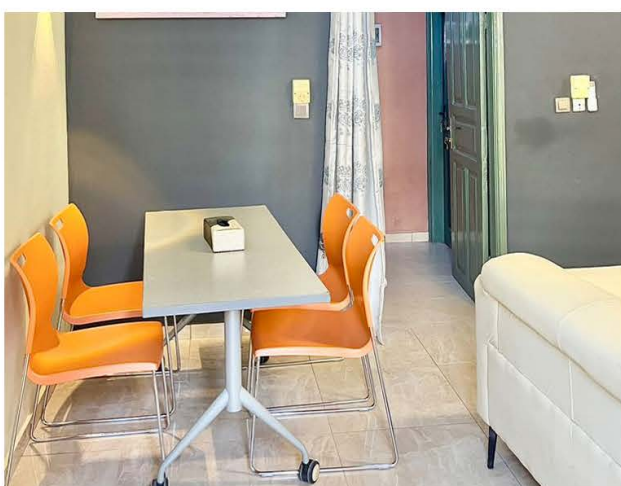
Le choix de Dassa-Zounmè, ville stratégique et symbole de rassemblement national, n'est pas anodin. Il traduit la volonté du Fan-Club de toucher

un public diversifié et de porter un message d'unité, d'engagement et de responsabilité citoyenne.

Avec le projet « Romuald WADAGNI, pas sans moi », le Fan-Club réaffirme sa conviction que l'avenir du pays se construit avec tous et que chaque voix compte.

Candide AHOUDJI

Les résidences FENOÙ



Loin de chez vous, retrouvez la chaleur d'un foyer : chambres privées et cuisine conviviale pour partager des repas faits maison, rire et préparer vos aventures du lendemain. L'expérience idéale pour profiter à votre rythme !

CARACTÉRISTIQUES

- ✓ Luxe et confort
- ✓ Décor authentique
- ✓ Prix abordable
- ✓ Emplacement stratégique



Djassin Houinvie - Dowa
(Porto-Novo)



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707

LOISIRS, FÊTES ET DÉTENTE À PORTO-NOVO

L'ESPACE FIFAMÈ, VOTRE NOUVEL AIR DE FÊTE À ELONA HOUSE !

Pour toutes vos soirées en plein air, anniversaires, chill soirées et autres événements conviviaux, le promoteur de la salle ELONA HOUSE à Porto-Novo lance un nouveau concept : l'espace FIFAMÈ. Un cadre idéal, désormais ouvert à toute la population de Porto-Novo et des environs.

Porto-Novo se dote d'un nouvel espace de loisirs qui promet de marquer les esprits : l'espace FIFAMÈ, récemment mis à disposition par le promoteur de la salle ELONA HOUSE, bien connue pour accueillir des événements prestigieux dans la capitale.

Situé dans un environnement agréable et facilement accessible, FIFAMÈ offre un cadre spacieux, sécurisé et bien aménagé, parfait pour organiser des soirées en plein air, anniversaires, chill soirées, retrouvailles entre amis, petits concerts, afterworks et bien plus encore. Avec une atmosphère détendue et une ambiance chaleureuse, l'espace s'adapte aussi bien aux rassemblements festifs qu'aux moments de détente en famille ou entre collègues.

Que vous soyez un particulier, une association ou une entreprise, FIFAMÈ est l'endroit rêvé pour sublimer vos instants de convivialité à Porto-Novo.

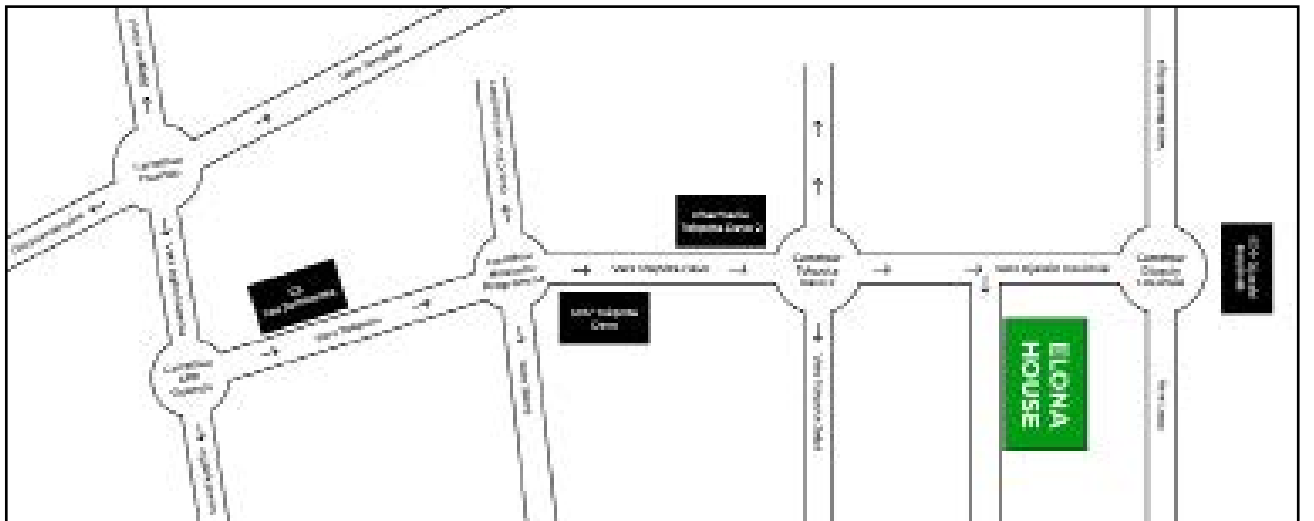
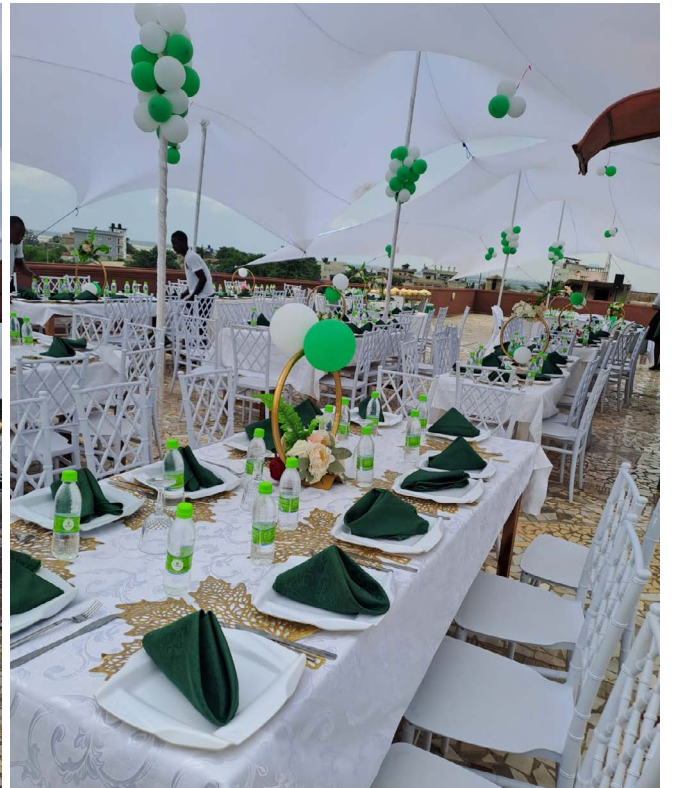
Réservez dès maintenant et offrez-vous l'expérience FIFAMÈ !

- Localisation : Salle ELONA HOUSE, Porto-Novo

- Contacts: 0144904640 / 0198904640

- Disponibilité : Tous les jours sur réservation

James Méryl ALLAGBE



APRÈS LES LÉGISLATIVES AU BÉNIN

Le faux silence des états-majors politiques



À première vue, la scène politique béninoise semble marquer une pause après les législatives du 11 janvier 2026. Mais derrière ce calme apparent, les états-majors affûtent déjà leurs armes. La bataille pour le contrôle de l'Assemblée nationale s'annonce rude, au sein même de la majorité présidentielle.

Un repos qui n'en est pas vraiment un

Depuis la proclamation des résultats des législatives, une accalmie semble s'être installée dans les rangs des acteurs politiques. Les députés nouvellement élus se donnent à voir dans les cérémonies officielles, les réjouissances familiales ou les obsèques, savourant les honneurs liés à leur nouveau statut. Les « Honorables » sont abondamment interpellés, salués, célébrés. L'ambiance est festive, parfois dispendieuse, à coups de billets distribués au rythme des fanfares.

Mais cette exposition publique masque mal une réalité plus profonde : le repos observé n'est ni oisif ni innocent. Il est stratégique.

Loin des projecteurs, d'autres élus ont choisi la discrétion. Un repos de combattants, dicté par l'usure d'une campagne électorale éprouvante. Certains en sont sortis aphones, épuisés, mais nullement désarmés. Car même dans ce silence calculé, les consignes circulent, les briefings se multiplient, les lignes se dessinent au sein des formations politiques.

Les premiers pas à l'Assemblée nationale s'annoncent en effet intenses. Si l'opposition, affaiblie par les urnes, ne sera pas en position de jouer les trouble-fête, les véritables lignes de fracture se situent ailleurs : au cœur même de la majorité présidentielle.

UP-R contre BR : la rivalité sous-jacente

L'Union Progressiste le Renouveau (UP-R) et le Bloc Républicain (BR), piliers de la mouvance présidentielle, avancent comme les deux faces d'une même médaille. Alliés par la majorité, mais rivaux dans les ambitions, les deux camps se préparent à un affrontement feutré mais déterminant.

putés dits « satellites » observent, calculent et se positionnent, prêts à rallier le camp qui sortira gagnant des premières batailles internes. Le Parlement devient ainsi le nouveau théâtre des stratégies, des alliances tacites et des repositionnements subtils.

La conquête du perchoir en ligne de mire

La présidence de l'Assemblée nationale cristallise toutes les attentions. Qu'ils soient de l'UP-R ou du BR, les élus savent que la conquête du perchoir déterminera l'équilibre des forces pour toute la législature. Cette phase de calme est donc mise à profit pour récupérer, négocier, convaincre et manœuvrer.

Oiseaux de même plumage, mais aux ambitions concurrentes, les deux blocs de la majorité se préparent à des ruades politiques intenses. La prochaine rentrée parlementaire promet ainsi d'être moins paisible qu'elle n'y paraît aujourd'hui.

Youssef AVOCEGAMOU

Les élus en veille tactique

Dans cette lutte d'influence, les dé-

LÉGISLATIVES 2026 AU BÉNIN

Opposition en miettes, parti fragilisé

POURQUOI LES DÉMOCRATES ONT SOMBRÉ

Les vérités d'Eugène Azatassou après la débâcle électorale



Avec seulement 16 % des suffrages valablement exprimés à l'issue des élections législatives de 2026, le parti Les Démocrates (LD) a subi l'une des plus lourdes défaites de son histoire politique récente. Une contre-performance qui interroge et suscite débats au sein de l'opinion nationale. Pour Eugène Azatassou, vice-président du parti, cet échec n'est ni fortuit ni isolé : il est le résultat d'un enchaînement de failles politiques, organisationnelles et stratégiques.

Une opposition incapable de parler d'une seule voix

Premier facteur évoqué : l'échec du rassemblement de l'opposition. Selon Eugène Azatassou, l'unité tant espérée n'a jamais véritablement pris forme.

« Nous n'avons pas pu rassembler toute l'opposition comme nous le souhaitions. Chacun est allé de son côté. Nous nous sommes retrouvés effectivement seuls », reconnaît-il.

Cette dispersion des forces a considérablement affaibli le poids électoral de LD, laissant le parti affronter seul une machine politique bien organisée de la mouvance présidentielle.

Pressions sur le terrain et asphyxie financière

Au-delà du manque de cohésion, le vice-président des Démocrates dénonce des entraves répétées sur le terrain. Plusieurs rassemblements du parti auraient été dispersés sous divers prétextes administratifs ou sécuritaires, limitant la capacité de mobilisation des militants.

À cela s'ajoute un assèchement des ressources financières :

« Depuis 2023, nous n'avons plus eu de financement », confie Eugène Azatassou, évoquant un véritable blocage qui a lourdement pesé sur la campagne électorale.

Crises internes et flou autour de la présidentielle 2026

Autre élément déterminant : les tensions internes liées à la présidentielle de 2026. L'absence de désignation d'un candidat consensuel aurait entretenu le doute et fragilisé la dynamique du parti.

« Le fait que le candidat de 2026 n'ait pas été désigné... tout cela a compté », admet-il.

Le vice-président souligne également l'impact négatif de l'absence du parti lors des élections communales, ainsi que le manque d'engagement réel de certains alliés politiques, restés en marge du combat.

Après l'échec, l'appel à la responsabilité collective

Malgré la déroute, Eugène Azatassou refuse le fatalisme. Il appelle à une solidarité plus active et à un engagement sincère des forces politiques proches de LD.

« Ce que j'attends des amis dans cette situation, ce n'est pas de nous regarder. Qu'ils se portent, qu'ils s'investissent, qu'ils s'impliquent », martèle-t-il.

Un message clair : pour espérer rebondir, Les Démocrates devront tirer toutes les leçons de cet échec, panser leurs divisions et reconstruire une opposition crédible, unie et résolument tournée vers l'avenir.

Youssef AVOCEGAMOU

NOUVELLE CONFIGURATION POLITIQUE AU BÉNIN

Les pièges du consensus absolu dans un Parlement monocolore

La recomposition de l'Assemblée nationale issue des dernières législatives a installé au Bénin un Parlement largement dominé par les forces de la majorité présidentielle. Ce quasi-monolithisme, souvent présenté comme un gage de stabilité institutionnelle, n'est pourtant pas exempt de fragilités. Derrière l'unité apparente se dessinent des lignes de tension susceptibles d'affecter la cohésion interne du camp majoritaire, notamment lors des arbitrages stratégiques comme la répartition des postes au sein du bureau de l'Assemblée nationale.

La gestion délicate des équilibres internes

Dans un environnement politique dominé par un seul bloc, la principale épreuve ne vient plus de l'adversité frontale, mais de la gestion des susceptibilités internes. Les frustrations liées aux ambitions contrariées, aux équilibres régionaux ou aux courants politiques

mal satisfaits peuvent produire des comportements ambigus.

Mal maîtrisées, ces tensions favorisent l'émergence d'acteurs politiques aux postures fluctuantes, oscillant entre loyauté affichée et calculs opportunistes. Une telle situation peut engendrer des stratégies d'entre-deux, où certains élus, sans rompre officiellement avec la majorité, adoptent des attitudes proches de l'opposition, agissant en observateurs intéressés plutôt qu'en partenaires engagés.

Une opposition absente mais stratégique

L'absence de représentants du parti Les Démocrates au sein de l'actuelle Assemblée nationale ne signifie nullement une mise hors jeu durable. En politique, le recul n'est jamais synonyme de résignation. Cette formation, naguère bien implantée dans l'hémicycle, conserve une expérience, un réseau et une

capacité de nuisance stratégique.

Privée de tribune parlementaire, l'opposition pourrait chercher à exister autrement, en misant notamment sur l'exploitation des divisions internes au sein de la majorité dominante, ou en soutenant des initiatives capables de fragiliser l'unité du bloc au pouvoir.

Une majorité sous observation permanente

Dans ce contexte, chaque prise de position, chaque vote et chaque posture des nouveaux députés sera minutieusement analysé. La moindre dissonance peut devenir un point d'appui pour des manœuvres de déstabilisation politique.

Les retournements de situation ne sont jamais à exclure, surtout si des figures politiques émergentes, disposant de moyens financiers et d'une influence croissante, parviennent à capter les frustrations

latentes et à les transformer en leviers d'action.

L'impératif de cohésion dans une nouvelle ère politique

À l'heure du septennat, la majorité présidentielle est appelée à faire preuve de maturité politique. La solidité de son action parlementaire dépendra moins de sa domination numérique que de sa capacité à préserver l'unité, à arbitrer avec équité et à prévenir les rivalités internes.

L'invisibilité institutionnelle de l'opposition ne saurait être confondue avec l'absence de pensées divergentes dans l'espace politique national. La démocratie, par essence, repose sur la coexistence de forces contraires. Comme les pôles d'un courant électrique, le plus et le moins demeurent indissociables.

Youssef AVOCEGAMOU

LUTTE CONTRE L'ESSENCE KPAYO AU BÉNIN

Mini-stations d'essence : l'offensive silencieuse du gouvernement s'intensifie

À Porto-Novo, longtemps considérée comme un bastion de la vente informelle de carburant, le déploiement des mini-stations d'essence s'accélère. Une stratégie progressive mais déterminée du gouvernement béninois pour encadrer, sécuriser et à terme assainir un secteur aussi vital que dangereux.

À Porto-Novo, l'un des principaux foyers de la vente d'essence frelatée communément appelée kpayo, un changement discret mais profond est en cours. Le long des voies goudronnées, de nouvelles mini-stations d'essence poussent progressivement, dessinant une nouvelle cartographie de la distribution du carburant dans la capitale politique du Bénin.

Après Cotonou et d'autres communes du Grand Nokoué, Porto-Novo, longtemps perçue comme réticente à cette politique publique, est désormais pleinement intégrée dans la stratégie gouvernementale de formalisation du secteur informel de l'essence. Une politique menée sans fracas, mais avec constance.

Sécuriser, formaliser, protéger

À travers le déploiement de ces mini-stations, l'État béninois poursuit plusieurs objectifs majeurs : réduire drastiquement les incendies meurtriers causés par le stockage anarchique de carburant, sécuriser les points de vente, protéger les populations riveraines et structurer un secteur

informel devenu incontournable dans la mobilité quotidienne des citoyens.

Installées sur des socles en béton, couvertes et répondant à des normes de sécurité minimales, ces mini-stations visent prioritairement les zones urbaines denses et les localités dépourvues de stations-service classiques. Elles constituent une alternative intermédiaire entre l'informel pur et le réseau pétrolier traditionnel.

Des impacts attendus, mais des inquiétudes persistantes

Sur le plan sécuritaire et environnemental, les effets attendus sont considérables : baisse des risques d'explosion, diminution des incendies domestiques, réduction de la pollution par les vapeurs d'hydrocarbures et amélioration des conditions de travail des vendeurs.

Cependant, des réserves demeurent. Le regroupement de plusieurs vendeurs autour d'une même mini-station soulève des interrogations sur la gestion collective, le partage des bénéfices et la rentabilité individuelle. À cela s'ajoutent des zones d'ombre sur la provenance exacte du carburant et sur les mécanismes de fixation des prix, souvent jugés proches de ceux du circuit informel.

Entre résistances et transition contrôlée

Face aux contraintes imposées par ce



nouveau modèle, certains acteurs de la contrebande menacent d'abandonner l'activité, estimant que les conditions de regroupement et de contrôle limitent leur autonomie. Mais pour le gouvernement, l'objectif est clair : faire disparaître progressivement le kpayo au profit d'un système hybride, mieux encadré, plus sûr et plus compatible avec les exigences de sécurité publique.

À terme, ce sont près de 10 000 mini-stations qui devraient être déployées sur l'ensemble du territoire national. À ce jour, 2 000 unités ont déjà été livrées, témoignant de l'ampleur et de la détermination de cette réforme structurelle.

Youssef AVOCEGAMOU

FONCTIONNEMENT DES MOULINS À MAÏS LES DIMANCHES AU BÉNIN

Entre réalités sociales, réglementation du bruit et organisation locale

Au Bénin, la question du fonctionnement des moulins à maïs les dimanches continue de susciter interrogations et incompréhensions au sein des populations. Contrairement à certaines idées reçues, il n'existe aucune interdiction nationale générale imposant la fermeture systématique des moulins à maïs le dimanche sur l'ensemble du territoire.

Aucune fermeture dominicale imposée par l'État

À l'échelle nationale, le gouvernement béninois n'a pris aucune mesure prescrivant la fermeture obligatoire des moulins à maïs le dimanche. Ces unités de transformation, essentielles à la vie quotidienne des ménages, demeurent autorisées à fonctionner, sous réserve du respect des lois et règlements en vigueur.

Toutefois, comme dans de nombreux secteurs d'activités, les acteurs du métier observent souvent le repos dominical, motivé par des considérations religieuses, sociales ou familiales. Ainsi, bon nombre de meuniers choisissent volontairement de suspendre leurs activités le dimanche, laissant place à des moulins gérés directement par leurs propriétaires ou exceptionnellement ouverts.

Cette réalité explique pourquoi, dans plusieurs localités du pays, les ménages prennent leurs dispositions en amont, notamment les samedis, afin d'éviter toute rupture d'approvisionnement en pâte de maïs ou autres céréales transformées.

Réglementation du bruit : un cadre légal à respecter



La principale contrainte encadrant l'activité des moulins à maïs réside dans la réglementation sur les nuisances sonores. Un décret pris en Conseil des ministres en mai 2022 encadre strictement les activités bruyantes, notamment les moulins, forges, scieries et autres installations similaires.

Dans certaines zones d'habitation, à proximité des écoles, des centres de santé ou des lieux de culte, des restrictions horaires peuvent être imposées par les autorités locales afin de préserver la tranquillité publique. Ces mesures peuvent, selon les contextes, conduire à des fermetures temporaires les dimanches ou à une limitation des heures de fonctionnement.

Une organisation locale au cœur du dispositif

Dans les faits, la continuité ou non du service le dimanche relève très souvent d'une organisation locale. Accords de voisinage, décisions communautaires, choix personnels des exploitants ou recommandations municipales

déterminent le fonctionnement réel des moulins d'une localité à une autre.

À plusieurs reprises, les autorités gouvernementales ont rappelé que, en l'absence de contraintes locales spécifiques, les moulins à maïs sont autorisés à fonctionner afin de répondre aux besoins alimentaires des populations.

En résumé

La fermeture des moulins à maïs le dimanche au Bénin n'est ni une obligation nationale, ni une mesure systématique. Elle découle principalement :

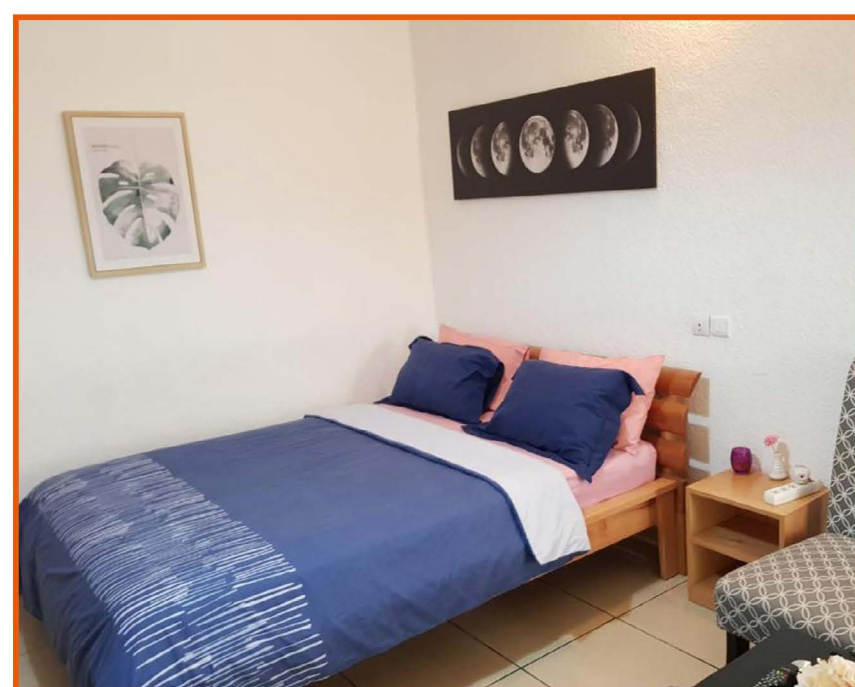
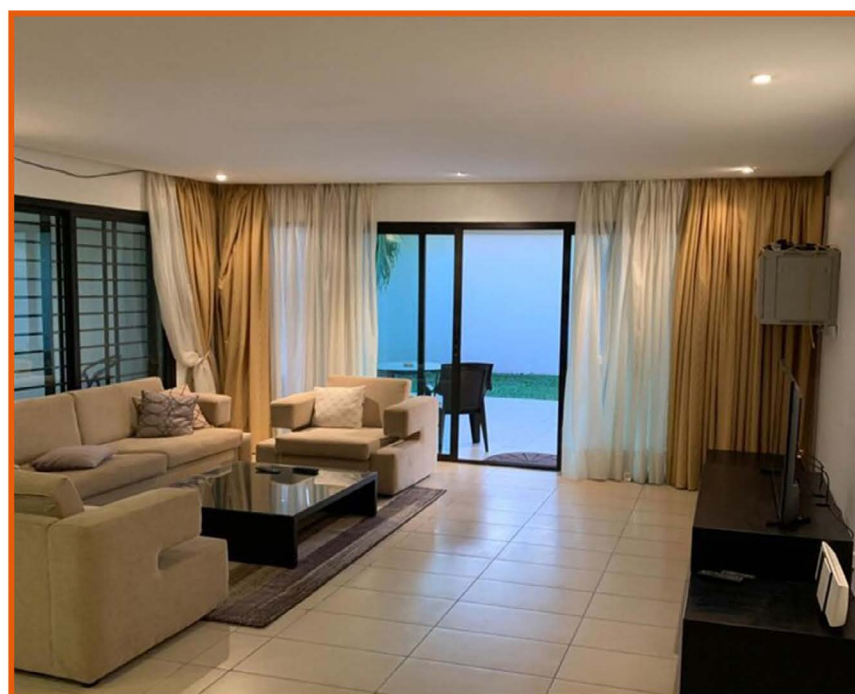
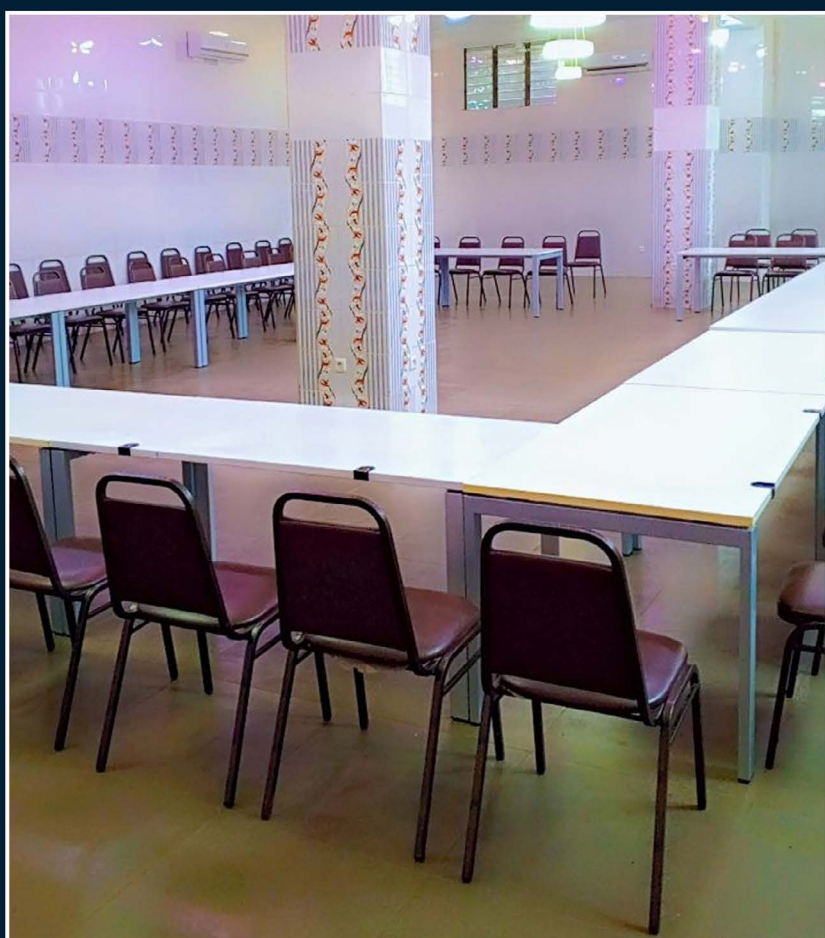
- du respect du repos dominical par les travailleurs,
- de la gestion des nuisances sonores,
- et des réalités organisationnelles propres à chaque localité.

Une clarification nécessaire pour apaiser les tensions, harmoniser les pratiques et garantir à la fois le bien-être des populations et la continuité des services essentiels.

Yousseuf AVOCEGAMOU

ELONA HOUSE

SALLE DES FÊTES ET DE CONFÉRENCE



APPARTEMENTS ET CHAMBRES MEUBLÉS

Les résidences
FENOU



Porto-Novo, Djassin Houinvié
- Tokpota - Dowa



+229 0198904640 / 0155499999



+229 0195534395 / 0155500707